



N° DP 25/183

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025 - ASSOCIATION AGRIBIOVAR - DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET ACCOMPAGNEMENT A L'ALIMENTATION DURABLE SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE TPM - 14 000 €

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 5 décembre 2024 pour l'attribution d'une subvention de 14 000 euros,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'Association AGRIBIOVAR de 14 000 euros pour ses actions de développement de l'agriculture biologique et l'accompagnement à l'alimentation durable du Projet Alimentaire sur le territoire de la Métropole pour un budget prévisionnel de 16 800 euros,

CONSIDERANT que l'Association AGRIBIOVAR, créée en 1997 afin de rassembler les agriculteurs biologiques, a pour but de défendre, développer et promouvoir l'agriculture biologique du département du Var,

CONSIDERANT que l'Association AGRIBIOVAR contribue au développement de l'agriculture biologique sur le territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

CONSIDERANT que la conversion en agriculture biologique des filières agricoles est un objectif stratégique de développement sur le territoire métropolitain fortement urbanisé dans un contexte de changement climatique où la protection de l'environnement et de la ressource en eau sont au cœur des préoccupations et doivent s'imposer dans le maintien et le développement économique des filières,

CONSIDERANT que l'Association AGRIBIOVAR est un acteur majeur et structurant de la mise en œuvre du Projet Alimentaire Territorial de la Métropole depuis son lancement en 2019,

CONSIDERANT que son expertise est requise sur de nombreuses thématiques du PAT TPM : du développement de la production en agriculture biologique jusqu'à l'accompagnement de la restauration collective vers des pratiques plus durables,

CONSIDERANT que l'Association AGRIBIOVAR intervient notamment dans l'animation du réseau des cantines, l'organisation de rencontres entre gestionnaires et producteurs locaux, ou dans l'animation d'ateliers ou de réunions spécifiques,

CONSIDERANT que l'Association AGRIBIOVAR propose un accompagnement spécifique aux cantines du territoire qui souhaitent s'engager dans une démarche d'approvisionnement durable et local,

CONSIDERANT que l'Association AGRIBIOVAR s'inscrit dans la plupart des objectifs du PAT :

- Développer une agriculture vivrière respectueuse et adaptée à son environnement,
- Développer la production des produits locaux et de qualité,
- Sensibiliser à une alimentation durable et de qualité,
- Animer et valoriser les actions de l'ensemble des acteurs du PAT,

CONSIDERANT la convention, ci-jointe,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention, ci-annexée, avec l'Association AGRIBIOVAR en vue de l'attribution d'une subvention de 14 000 euros, soit 83,83 % maximum du coût total du programme d'actions réalisées, pour l'année 2025.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

La présente Décision sera

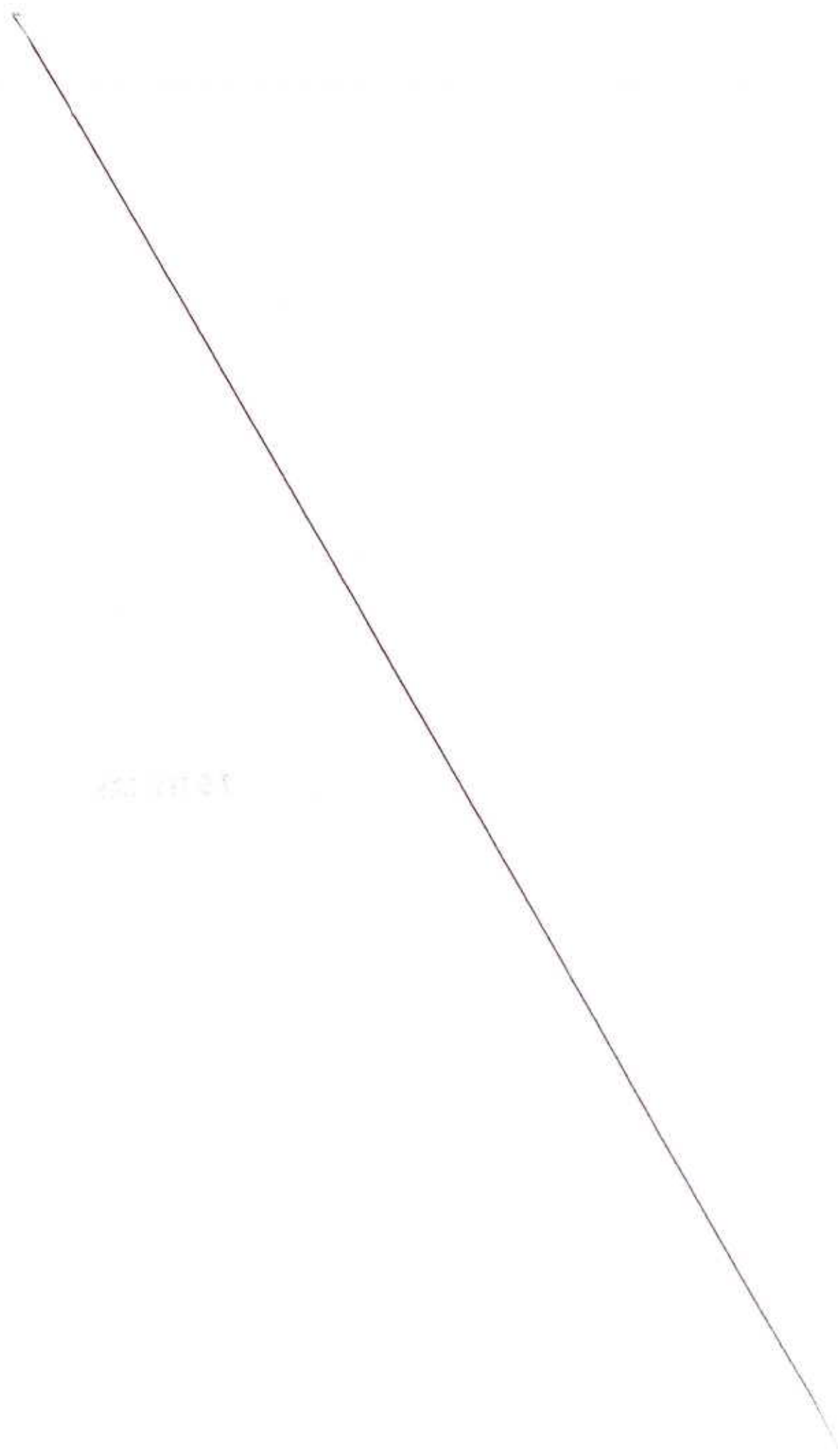
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée







AGRIBIOVAR

L'Agriculture BIO
du Var



PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

ASSOCIATION AGRIBIOVAR

DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET ACCOMPAGNEMENT A L'ALIMENTATION DURABLE SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision **DP N° 24 /** en date du 2025,

Ci-après désignée « La Métropole »,

ET

L'Association AGRIBIOVAR, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au CANNET DES MAURES, Maison du Paysan – ZAC Gueiranne, représentée par son Président, **Monsieur Florent VICAIRE**, dûment habilité à cet effet par les statuts de l'Association,

Ci-Après désignée « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'Association AGRIBIOVAR contribue au développement de l'agriculture biologique sur TOULON PROVENCE MEDITERRANEE. La conversion en agriculture biologique des filières agricoles est un objectif stratégique de développement sur le territoire métropolitain fortement urbanisé dans un contexte de changement climatique où la protection de l'environnement et de la ressource en eau sont au cœur des préoccupations et doivent s'imposer dans le maintien et le développement économique des filières.

De plus l'Association AGRIBIOVAR est un acteur majeur et structurant de la mise en œuvre du Projet Alimentaire Territorial de la Métropole depuis son lancement en 2019. Son expertise est requise sur de nombreuses thématiques du PAT TPM : du développement de la production en agriculture biologique jusqu'à l'accompagnement de la restauration collective vers des pratiques plus durables.

AGRIBIOVAR intervient notamment dans l'animation du réseau des cantines, l'organisation de rencontres entre gestionnaires et producteurs locaux, ou dans l'animation d'ateliers ou de réunions spécifiques.

AGRIBIOVAR propose également un accompagnement spécifique aux cantines du territoire qui souhaitent s'engager dans une démarche d'approvisionnement durable et local.

Ainsi AGRIBIOVAR s'inscrit dans la plupart des objectifs du PAT :

- Développer une agriculture vivrière respectueuse et adaptée à son environnement
- Développer la production des produits locaux et de qualité
- Sensibiliser à une alimentation durable et de qualité
- Animer et valoriser les actions de l'ensemble des acteurs du PAT.

La demande de subvention de 14 000 euros a pour objet d'accompagner le développement de l'agriculture biologique sur TOULON PROVENCE MDITERRANEE, et la mise en œuvre du PAT métropolitain, notamment les actions en lien avec la restauration collective.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'actions défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre les actions, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet www.metropoletpm.fr, rubrique « Communication » (pied de page),

- Pour les actions faisant partie de la mise en œuvre du Projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PAT devra également figurer au côté de celui de la Métropole,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'Association AGRIBIOVAR à hauteur de 14 000 euros pour le développement de l'agriculture biologique, le soutien à la mise en œuvre du Projet Alimentaire sur le Territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du programme d'actions porte sur 56,03 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **14 000 euros** sera versée à **L'Association AGRIBIOVAR** de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **9 800 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **4 200 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,

- Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUELEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour L'ASSOCIATION AGRIBIOVAR</p> <p>Le Président Florent VICAIRE</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
--	---

ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

L'Association AGRIBIOVAR a été créée en 1997 afin de regrouper et soutenir les producteurs biologiques du Var. Sa mission principale est de promouvoir et de développer l'agriculture biologique en collaborant avec les divers acteurs du département : agriculteurs, consommateurs, élus, collectivités, entreprises et associations.

Les objectifs de l'Association sont donc multiples :

- Accompagner les producteurs bio ou en conversion : formations, accompagnements spécifiques, groupes d'échanges techniques...
- Défendre les intérêts des producteurs bio du Var : subventions spécifiques, soutien juridique
- Promouvoir l'agriculture biologique auprès du grand public, des acteurs agricoles et institutionnels : Guide Où trouver des produits bio du Var, stands de sensibilisation, salons, marchés...
- Animer les filières bio du département : mise en relation des acteurs, développement des circuits-courts, restauration collective...

AGRIBIOVAR compte aujourd'hui 220 adhérents. Ses membres représentent la diversité des productions du Var, incluant le maraîchage, la viticulture, l'élevage, les grandes cultures, l'arboriculture, ainsi que les plantes à parfum, aromatiques et médicinales.

Soutenue par la Métropole depuis 2014, l'Association AGRIBIOVAR fait aujourd'hui partie, avec la SAFER et la Chambre d'Agriculture du Var, des partenaires historiques et structurants du Projet Alimentaire Territorial initié en 2019.

Par ailleurs, AGRIBIOVAR co-anime avec l'AUDAT et la Chambre d'Agriculture du Var le réseau des PAT du Var. L'association accompagne également la plupart des PAT varois via des conventions-cadres.

Ainsi, au fil des années, AGRIBIOVAR s'est positionnée comme un acteur clef dans la mise en œuvre des PAT. D'une part elle intervient sur la production durable par le développement de l'AB et d'autre part sur la consommation via l'introduction de produits bio dans la restauration collective, qui représente l'un des sujets majeurs des PAT.

En 2024, AGRIBIOVAR a accompagné le PAT TPM et les agriculteurs du territoire avec :

- 2 conversions et 6 installations accompagnées en AB
- 1 accompagnement à la sélection d'un maraîcher au Pradet
- 23 producteurs accompagnés : diversification, appui administratif, aide à la commercialisation, etc
- 5 accompagnements individuels réalisés
- Accompagnement pour une restauration collective durable, en lien avec les objectifs de la loi EGALIM et l'appui à l'approvisionnement local
- Appui au réseau des cantines : webinaire « Ma Cantine », relecture de marchés...
- Appui à l'organisation d'échanges entre producteurs et acteurs de la restauration collective : 1 rencontre organisée en 2024 à Six-Fours-les-Plages
- Participation aux réunions du PAT TPM : COPIL, COTECH, COPITECHs.

DESCRIPTIFS DES ACTIONS de l'Association AGRIBIOVAR en 2025

En 2025, sur la Métropole TPM, l'Association AGRIBIOVAR propose de poursuivre ses actions en matière de :

ACTION N° 1 : Accompagnement au changement de pratiques agricoles

1.1 Accompagnement des producteurs du territoire en Agriculture Biologique (6 jours)

Accompagnement technique des producteurs pour favoriser des installations, des conversions en AB ainsi que le renforcement des compétences pour assurer la pérennité des fermes AB.

Cet accompagnement peut prendre différentes formes selon les besoins du territoire et les sollicitations des producteurs (conseil/suivi technique, appui aux demandes de financement, formations, suivi post-formation, renseignements réglementaires, etc.)

1.2 Accompagnement de la dynamique autour de cultures innovantes et plus résilientes face au changement climatique

Il s'agit de favoriser la diversification des cultures, en vue d'adapter les filières au changement climatique.

Exemples de cultures : cacahuète, fruit de la passion, noix de macadamia, papaye, fruit du dragon, figue de Barbarie, etc.

1.3 Organisation de fermes ouvertes sur la thématique de la diversification (2 jours)

Animation auprès des producteurs ayant le souhait de s'orienter vers des cultures de diversification afin de permettre la mise en œuvre de suivi et d'expérimentation, voire inciter à l'émergence de dynamiques collectives (GIEE, GOPEI, etc.).

Il s'agit ici d'organiser des visites de fermes ayant fait le choix de la diversification de leurs productions afin de partager leur expérience auprès d'autres producteurs du territoire intéressés par cette démarche.

ACTION N° 2 : Accompagnement pour une restauration collective durable

2.1 Accompagnement technique sur la restauration collective dans le cadre du réseau des cantines (2,5 jours)

Il s'agit de venir en appui à l'organisation et l'animation du réseau des cantines, et à la production de supports techniques (ex : calendrier de produits de saison, fiches techniques pour l'approvisionnement local...). AGRIBIOVAR peut également animer des webinaires spécifiques, tel que cela a été le cas en 2024 sur la plateforme « Ma Cantine ».

2.2 Appui à l'organisation d'échanges entre gestionnaires et producteurs locaux (2,5 jours)

Une rencontre de ce type a été organisée en 2024. AGRIBIOVAR compte poursuivre cette dynamique en venant en appui au PAT TPM pour organiser de nouvelles rencontres entre producteurs locaux et acteurs de la restauration collective afin de faciliter l'approvisionnement local.

2.3 Participation aux instances du PAT (2 jours)

AGRIBIOVAR participe aux deux instances annuelles du PAT, le Comité de Pilotage et le Comité Technique, ainsi qu'à des réunions ponctuelles lorsque sa présence est justifiée : comités de pilotages techniques, réunions avec des producteurs et/ou des acteurs de la restauration collective...

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL DES ACTIONS 2025

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Achats	3 400	Produits / Prestations	2 200
Achats non stockés de matière et de fournitures	3 000	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	2 200
Autres achats	400		
Services extérieurs	780	Subventions d'exploitation	14 000
Locations	700	Financements publics	14 000
Entretien et réparation	20	- Métropole TPM – PAT : 14 000	
Assurance	40		
Documentation	20		
Autres services extérieurs	1 450		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	800		
Déplacements, missions	600		
Divers (services bancaires, autres)	50		
Charges de personnel	11 020	Autres produits de gestion courante	600
Rémunérations	8 320	Cotisations	600
Charges sociales	2 500		
Autres charges de personnel	200		
Impôts et taxes	50		
Impôts et taxes sur rémunération	50		
Charges financières	50		
Charges exceptionnelles	50		
TOTAL dépenses	16 800	TOTAL recettes	16 800

La subvention de 14 000 € représente 83,33 % du total des produits :
(montant attribué/total des produits) x 100.